

Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète

Déclaration du groupe de la CFTC

Le monde sera-t-il capable de modifier ses comportements avant que la catastrophe environnementale ou énergétique ne l'impose ? À cette question, des personnes auditionnées répondaient négativement en faisant un constat : beaucoup de pays sont favorables à un effort, à conditions que ce soit les autres qui le fassent.

Bien des États ont besoin de la croissance. D'autres ne veulent pas remettre en cause un développement nécessaire pour la population. La situation semble donc particulièrement défavorable à une démarche concertée et raisonnable concernant le développement. Mais les seuls combats perdus d'avance sont ceux que l'on ne mène pas. Le rendez-vous de RIO est donc, à ce titre, un moment très important pour progresser sur cette question.

Quelques constats semblent de plus en plus partagés. La planète peut nourrir tous les hommes, mais un grand nombre d'êtres humains souffrent et trop souvent meurent de la faim. Beaucoup de salariés, même dans des pays riches, s'épuisent au travail sans même avoir accès à une protection sociale minimum en matière de santé, de chômage ou de logement parce que le partage des richesses ne se fait pas de manière juste dans les pays et entre les pays. La CFTC ne peut donc qu'approuver l'avis lorsqu'il préconise une réduction des grands déséquilibres mondiaux, la lutte contre la grande pauvreté et l'instauration d'un socle de protection sociale minimum. Celui-ci devrait être une norme impérative, au même titre que les normes OMC. C'est ce que préconise la CFTC au travers de l'avis sur la traçabilité sociale et environnementale.

Sans un minimum de justice à l'échelle mondiale, aucune paix, économique ou militaire durable n'est possible. Il faut donc avancer dans ce sens.

Dans le même temps, les dégradations de l'environnement s'accroissent en termes d'émissions de CO₂, de polluants par exemple, pour ne citer que celles-là. La consommation d'énergie conduit à un dangereux pillage des ressources, en particulier des énergies fossiles.

Le groupe de la CFTC partage totalement l'affirmation de l'avis quant à la nécessité de mobiliser des corps intermédiaires et donc d'impliquer la société civile organisée. Aucune solution durable et efficace ne sera en effet possible sans un changement des comportements de production et de consommation des populations. Cette évolution nécessite une adhésion des personnes, impossible sans l'implication de la société civile. Les pistes de l'évolution nécessaire de la consommation qui s'inscrivent dans une approche de développement durable, sont peu développées dans l'avis.

Le groupe de la CFTC approuve la proposition concernant la nécessité d'une gouvernance mondiale et la création d'une Organisation mondiale de l'environnement incluant les grandes composantes des sociétés, en particulier la société civile organisée.

La CFTC a voté l'avis.